



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Training and Specialized Services Division/Division de
la formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet services health care professionals		
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-16A107/A		Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-16A107		Date 2017-04-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZH-150-31351		
File No. - N° de dossier 150zh.W6369-16A107	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-05-02		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hall, Mark		Buyer Id - Id de l'acheteur 150zh
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-1545 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de Proposition
W6369-16A107/A
Fournisseurs de soins de santé pour CIEC

Modification #002 de la demande d'offre à commande

Cette modification est proposée pour fournir des réponses aux questions soulevées par l'industrie, apporter des modifications aux documents d'invitation à soumissionner et prolonger la date de clôture.

Question # 5: Veuillez-vous reporter à la pièce jointe 1 de la partie 4, Critères d'évaluation technique obligatoires, CTO1 à CTO3, où figure une liste des sept catégories professionnelles, comme suit :

**Fournisseur de soins primaires
Auxiliaire médical
Infirmier praticien
Infirmier en soins primaires (niveau 1 et niveau 2)
Infirmier auxiliaire autorisé ou infirmier auxiliaire
Travailleur paramédical en soins primaires
L'État pourrait-il clarifier si l'infirmier en soins primaires de niveau 1 et l'infirmier en soins primaires de niveau 2 doivent être considérés comme deux (2) catégories professionnelles distinctes, ou si les infirmiers auxiliaires autorisés et les infirmiers auxiliaires doivent être considérés comme deux (2) catégories professionnelles distinctes?**

Réponse # 5: Veuillez consulter la réponse du Canada à la question 3.

Question # 6: Reportez-vous aux onglets de la période initiale et de la période d'option. Région de l'Atlantique, où Gagetown, Nouvelle-Écosse, fait partie des endroits compris dans cette région. Veuillez confirmer que l'on devrait lire Gagetown, N.-B. au lieu de Gagetown, N.-É. dans les périodes initiale et d'option des barèmes de prix.

Réponse # 6: Le Canada confirme que le lieu du camp est en fait Gagetown, N.-B. Veuillez consulter la pièce jointe 1 de la PARTIE 3 AMD001 pour le changement (ci-jointe).

Question # 7: Reportez-vous aux onglets de la période initiale et de la période d'option, en particulier les cellules AJ20 et AJ19. Après examen, les calculs du « nombre total d'heures requises (10 semaines) » ne semblent pas s'être effectués correctement dans la feuille de calcul fournie. Par exemple, la cellule AJ19 indique ce qui suit : QTÉ : 4; nombre total d'heures par semaine = 77 pour le nombre total d'heures requises (10 semaines) = 189. D'après nos calculs, le total de la colonne du nombre total d'heures requises (10 semaines) devrait être de 770. La cellule AJ20 indique ce qui suit : QTÉ : 2; nombre total d'heures par semaine = 77 pour le nombre total d'heures requises (10 semaines) = 89. D'après nos calculs, le total de la colonne du nombre total d'heures requises (10 semaines) devrait être de 770. Veuillez confirmer et corriger.

Réponse # 7: Le Canada confirme et a apporté les changements. Veuillez consulter la pièce jointe 1 de la PARTIE 3 AMD001 pour le changement (ci-jointe).

Question # 8: Reportez-vous à l'onglet SOMMAIRE. La cellule B18 ne calcule pas le bon total dans l'onglet « Période initiale ». La cellule B18 est actuellement liée à T15, mais devrait être liée à T22. Veuillez corriger.

Réponse # 8: Le Canada confirme et a apporté les changements. Voir la pièce jointe 1 de la PARTIE 3 AMD001 pour le changement (ci-jointe).

Question # 9: Veuillez-vous reporter à l'annexe A, EDT, en particulier l'appendice 3.6, point 4. Expérience (page 72), où il est indiqué que les médecins de niveaux 1 et 2 doivent posséder au moins un an d'expérience dans un établissement de soins de santé primaires. L'expérience acquise dans le cadre de ses programmes de résidence serait-elle prise en compte dans cette exigence relative à l'expérience?

Réponse # 9: Oui, tant que le médecin a sa licence pour pratiquer indépendante

Question # 10: Veuillez-vous reporter à l'annexe A, EDT, en particulier l'appendice 3.6, point 4. Expérience (page 72), où il est indiqué que les médecins de niveau 2 doivent avoir suivi le cours de médecine aéronautique de base des Forces armées canadiennes (FAC) ou l'équivalent civil. L'État pourrait-il préciser ce qui est jugé acceptable comme équivalent civil?

Réponse # 10: Transport Canada Médecins-examineurs de l'aéronautique civile (MEAC)

Question # 11: Veuillez-vous reporter à l'annexe A, EDT, 3. Exigence, 3.2.6 Fournisseurs de soins de santé (page 29), qui indique ce qui suit : « Les qualifications additionnelles d'un certificat d'ITLS (cours international en soins de trauma) de base ou avancé ou l'équivalent... sont exigées aux emplacements de Rocky Mountain House et de Whitehorse seulement » et appendice 3.5.3 h. Études et qualifications pour l'auxiliaire médical (page 70), où il est indiqué : «... détention d'un certificat valide d'ITLS ou l'équivalent... exigée aux emplacements de Rocky Mountain House et de Whitehorse seulement ». Le client acceptera-t-il la certification ATLS (soins avancés de réanimation traumatologique) au lieu de la certification ITLS pour les médecins candidats? D'après notre expérience avec les médecins, ils possèdent plus souvent la certification ATLS qu'ITLS. ITLS est un cours d'évaluation et de traitement des traumatismes destiné aux premiers intervenants, au personnel du service médical d'urgence (SMU) et au personnel hospitalier qui traitent des patients ayant subi des traumatismes. ATLS est le cours destiné aux fournisseurs de soins médicaux pour la gestion des cas de traumatisme aigu et a été mis au point par l'American College of Surgeons.

Réponse # 11: Le ATLS n'est pas équivalent au ITLS

Question # 12: Veuillez-vous reporter au point 3. Études/qualifications aux appendices 3.1 à 3.6 de l'annexe A, EDT. Plusieurs pages tout au long de l'EDT – Sur le plan des études et des qualifications, tous les groupes et catégories professionnels exigent que tous les candidats aient suivi la formation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Le fait de limiter la certification de formation sur le SIMDUT à cette organisation seulement contraindra de nombreuses ressources à obtenir une nouvelle certification puisque la plupart d'entre elles ont reçu leur formation sur le SIMDUT de leur employeur actuel ou d'autres organisations ou institutions. Cela

peut nuire à la possibilité du candidat de commencer les camps de cadets compte tenu du calendrier et des produits livrables actuels. Veuillez préciser si la preuve de la formation sur le SIMDUT de toute organisation ou institution est conforme à l'EDT ou si toutes les ressources devront l'obtenir expressément auprès du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.

Réponse # 12: Le SIMDUT de toute organisation canadienne reconnue et approuvée est acceptable.

Question # 13: Veuillez-vous reporter à l'annexe A, EDT, appendice 3.4, point 1. Travail et environnement, 1.1. e (page 67), qui indique ce qui suit : « Les travaux peuvent nécessiter des services 24 heures sur 24 lorsqu'ils sont exécutés sur le terrain. » Puisque l'EDT ne précise pas d'heures, veuillez spécifier le nombre d'ambulanciers paramédicaux de nuit qui devront travailler afin que nous puissions recruter en conséquence pour les endroits requis. De même, lorsque l'ambulancier paramédical travaille dans la clinique, doit-il être également disponible pour effectuer des quarts de 8 à 12 heures? (Ces quarts sont mentionnés dans les autres EDT dans les autres catégories professionnelles, mais pas dans celui pour la catégorie professionnelle des ambulanciers paramédicaux.)

Réponse # 13: Le Canada ne peut pas confirmer quels camps auront besoin d'une couverture 24 heures sur 24 dans un environnement de terrain. Les détails seront fournis au moment de l'attribution du contrat.

Question # 14: Veuillez-vous reporter à la partie 1 – Renseignements généraux, 1.2 Sommaire, point f). Quelles répercussions ou restrictions sont attendues (le cas échéant) de la prestation des services aux régions visées par des revendications territoriales globales définies?

Réponse # 14: Le Canada ne s'attend à aucune restriction ou impact.

Question # 15: Veuillez confirmer qu'un médecin dans toutes les provinces est en mesure de facturer au régime d'assurance-maladie provincial les visites des patients.

Réponse # 15: Aucune facturation ne se produira alors que ces médecins sont rémunérés

Question # 16: Veuillez-vous reporter au point 3. Études/qualifications dans les appendices 3.1 à 3.6 de l'annexe A, EDT. Sur le plan des études et des qualifications, toutes les catégories et tous les groupes professionnels exigent que tous les candidats aient effectué avec succès le processus de vérification de la cote de fiabilité (CF), ainsi que de vérification du casier judiciaire (VCJ)/vérification de l'habilitation à travailler auprès de personnes vulnérables (VHPV). L'État pourrait-il indiquer pendant combien de temps une VHPV est valide? Par exemple, si une ressource s'est soumise à une VHPV en 2016, serait-elle considérée comme encore valide pour le camp de cadets de cet été?

Réponse # 16: 5 ans

Question # 17: Veuillez-vous reporter à l'annexe A, EDT, appendice 3.5 (Adjoint au médecin – Cadets), point 4. Expérience, 4.2 (page 70), qui indique ce qui suit : « Au moins six (6) mois d'expérience en pédiatrie. » Nous demandons respectueusement le retrait de cette exigence

comme la majorité des adjoints au médecin – cadets sont d'anciens militaires, donc peu susceptibles d'être expérimentés en pédiatrie.

Réponse # 17: PA doit avoir affiché au moins 6 mois d'expérience pédiatrique à un moment donné dans leur carrière. Les rotations de formation sont.

Question # 18: L'État pourrait-il indiquer les dates de début et de fin pour chaque lieu de camp, afin que nous puissions donner aux candidats potentiels le calendrier prévu pour leur permettre d'organiser leur horaire en fonction de l'été à venir?

Réponse # 18: Se référer à l'article 1.2 (a) de la RFP Résumé, pour les dates approximatives de début et de fin des camps; Du 14 juin au 31 août 2017. Des détails sur les dates de début et de fin de chaque emplacement du camp seront fournis au moment de l'attribution du contrat.

Modifications apportées au document de la DP:

- 1) La date de clôture de la DP est par la présente prorogée jusqu'au 2 mai 2017, à 14 h HAE.
- 2) À la PARTIE 7, clauses contractuelles résultantes, supprimer l'article 6.2 dans son intégralité et le remplacer par:

6.2 Limitation des dépenses - Total cumulatif de toutes les AT autorisées

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les AT autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme <\$ Insérer à l'attribution du contrat>. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été autorisée, par écrit, par l'autorité contractante.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance des fonds:

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis et demandés dans toutes les AT autorisées, y compris toutes révisions,
- selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

- 3) La pièce jointe 1 à la PARTIE 3 est supprimée dans son intégralité et remplacée par:

Pièce jointe 1 de la partie 3 - Bareme de prix_AMD001

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS